



Élections présidentielles

Les propositions pour l'agriculture des principaux candidats

« Préoccupation grandissante pour les Français, l'agriculture se taille désormais une place de choix dans les programmes de nos responsables politiques en vue de l'élection présidentielle (10 et 24 avril). Revenu, agriculture biologique, pesticides, bien-être animal ou encore souveraineté alimentaire, toutes les thématiques sont mises sur la table. Le point sur les grandes propositions des principaux candidats lancés dans cette course à l'Élysée. »

EMMANUEL MACRON (LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ)

« Réhabituer tout le monde au fait que la nourriture a une valeur »

Revenu. Si sa candidature n'est pas encore officielle, le président de la République, Emmanuel Macron, a distillé le 24 janvier dernier lors d'un déplacement dans la Creuse l'esquisse d'un futur programme agricole. Avec un axe fort : la préservation du revenu. « Nous devons complètement revaloriser vos métiers. Depuis quinze ans, nourrir n'avait plus de prix. On doit réhabituer tout le monde au fait que la nourriture a une valeur ». Et de citer les lois Egalim 1 et 2 qui d'après lui ont tracé ce sillon « en incitant les producteurs à s'organiser, à négocier avec les transformateurs, de manière à former les prix différemment pour protéger les producteurs ».



Emmanuel Macron.

Alimentation. Les autres axes d'un programme agricole du président sortant ont été dessinés par son ministre de l'Agriculture. Auditionné le 18 janvier dernier par les députés de la commission des affaires économiques, celui-ci a confirmé que les « sujets très importants qui doivent continuer durant les prochaines années » sont : « 1 : La rémunération, qui est la mère des batailles. 2 : La troisième révolution agricole. 3. La valeur de l'alimentation, notamment nutritionnelle ».

JEAN-LUC MÉLENCHON (LA FRANCE INSOUmise)

« Revenir à un rôle régulateur de l'État »

Prix planchers. « Nous voulons revenir à un rôle régulateur de l'État et nous mettrons en œuvre notre programme même s'il faut désobéir à des directives européennes. Nous baisserons les prix planchers, en dessous desquels il sera interdit de vendre, sur les coûts de production et sur les discussions que nous aurons avec les organisations professionnelles », explique Loïc Prud'homme, député La France insoumise de Giroude.



Jean-Luc Mélenchon.

Pac. Le candidat souhaite, au travers de la Pac, diviser par deux l'enveloppe dédiée aux aides à l'hectare et tripler les budgets des MAEC avec une révision immédiate du plan stratégique national (PSN). Il privilégiera les paiements à l'actif plutôt que l'aide à l'hectare dont il divisera l'enveloppe par deux pour la rebasculer sur l'aide à l'actif qui sera doublée. Les éco-régimes pour la bio seront également multipliés par deux. « Nous mettrons l'accent sur l'aide à la conversion : le budget de l'aide aux jeunes agriculteurs (DJA) sera multiplié par trois. Sur les mesures agro-environnementales et climatiques, on passera de 260 millions à 750 millions d'euros », s'engage t-il.

Glyphosate. Au sujet du glyphosate, Jean-Luc Mélenchon affirme haut et fort sa volonté de l'in-

terdire. Loïc Prud'homme affirme néanmoins « qu'il y aura de l'accaparement. C'est pour cela que nous mettrons en place des aides au maintien et à l'agriculture biologique », explique-t-il. Et d'ajouter : « L'idée est de défaire les agriculteurs de leurs dettes pour les aider à faire une bifurcation [vers la bio, ndr]. Nous sommes en train de regarder par quel mécanisme nous pouvons le faire. Lorsqu'un agriculteur dépose le bilan, les banques pourraient en assumer une partie et l'État, avec une caisse de défaillance, pourrait assumer le reste ».

Eau. Sur la question du stockage de l'eau, La France insoumise est farouchement opposée aux bassines qu'elle estime ne pas être à la hauteur des défis. Loïc Prud'homme indique : « Nous sommes plutôt favorables à la création d'un fonds de 250 millions d'euros par an pour la création de paiements environnementaux affectés à des mesures larges destinées à ralentir la vitesse de l'eau ». Plus ouvert sur la question des retenues multi-usages discutées dans le cadre d'un PTGE, il estime « qu'elles pourraient servir ponctuellement à des usages agricoles, avec des engagements à modifier les pratiques ».

MARINE LE PEN (RASSEMBLEMENT NATIONAL)

Nationaliser la Pac



Marine Le Pen.

Revenu. Pour sa troisième candidature à l'élection présidentielle, Marine Le Pen a décidé de ne dévoiler son programme agricole que lors du Salon international de l'agriculture à Paris (26 février au 6 mars). Parmi ses priorités, on devrait néanmoins retrouver la question du revenu, elle qui s'attaque très régulièrement aux profits de la grande distribution. Le 14 janvier dernier lors d'un déplacement à Erquy (Côtes-d'Armor), la candidate a affirmé à ce sujet que l'État doit « prendre ses responsabilités et imposer un seuil minimum des prix qui permette aux agriculteurs de ne pas vendre à perte ».

Patriotisme. Au fil de ses prises de position, la candidate pour le Rassemblement national a

également beaucoup parlé de la lutte contre la concurrence déloyale. Elle devrait reprendre plusieurs propositions formulées en 2017 : interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement, mais aussi imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs. « Il faut parler de localisme, c'est-à-dire de priorité d'accès des productions françaises auprès des restaurants collectifs », a-t-elle également proposé le 14 janvier dernier.

Pac. Lors de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen avait proposé de transformer la politique agricole commune en politique agricole française afin de fixer les critères d'attribution des subventions au niveau national et non plus européen. « Quand je parlais de la Pac en disant qu'il fallait la nationaliser, on se moquait de moi. Pourtant, c'est un peu ce qui est en train de se passer, quoi qu'on en dise », a indiqué le 7 octobre dernier la candidate lors du Sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne. Et d'ajouter : « Cela fait des années que l'on plaide pour qu'y ait une aide au travail et à la qualité plutôt qu'une aide à l'hectare. Je pense qu'il faut aussi ouvrir pour mettre en place des aides contractuelles qui augmentent quand les cours baissent ».

YANNICK JADOT (EUROPE ÉCOLOGIE - LES VERTS)

« Créer un ministère du bien-être animal »

Restauration collective. Le 29 novembre 2021, pour son premier déplacement agricole en tant que candidat à l'élection présidentielle, Yannick Jadot a choisi une exploitation maraîchère bio de 8 ha à Saint-Genouph, en Indre-et-Loire. Objectif : insister sur l'augmentation de la part de produits bio et locaux en restauration collective pour atteindre 100 %, « afin que nos enfants, nos aînés et nos malades mangent bien ». Une ambition plus élevée que les 50 % prévus par la loi Egalim qui pourrait être atteinte, selon le candidat, en réaffectant 30 % des aides de la Pac « à des contrats de transition agricole et alimentaire passés avec les paysans ».



Yannick Jadot.

Chasse. Un mois plus tôt, le 29 octobre, c'est au micro de Jean-Jacques Bourdin sur RMC que Yannick Jadot s'est exprimé sur le sujet de la chasse affirmant vouloir l'interdire les week-ends et lors des vacances scolaires s'il est élu président de la République. « Je veux que l'on puisse se balader dans la nature. Évidemment on ne chasse pas les espèces protégées, et on arrête la chasse à courre et toutes les chasses cruelles », a-t-il affirmé à cette occasion.

Bien-être animal. Sur le sujet du bien-être animal, le candidat écologiste affirme vouloir créer un ministère du bien-être animal et se dit en faveur de la suppression des méthodes d'abattage rituel en France. « Pour moi, il n'y a aucune tradition qui justifie

FABIEN ROUSSEL (PARTI COMMUNISTE) - NATHALIE ARTHAUD (LUTTE OUVRIÈRE)

Vers une politique agricole et alimentaire commune

Social. Le candidat communiste Fabien Roussel propose la création d'un fonds alimentaire national de 10 milliards d'euros pour les cantines afin de garantir des « débouchés » aux agriculteurs et de « donner accès aux enfants à une alimentation saine, locale et bio » et « l'élevage français ». Le candidat communiste souhaite « la généralisation du repas à 1 € dans toutes les cantines scolaires de France » et fixer des prix de référence pour les productions agricoles « complétés par un droit d'alerte en cas de chute des prix qui donnerait lieu à une intervention ministérielle afin d'empêcher les ventes à perte ». Nathalie Arthaud, candidate pour Lutte ouvrière, propose elle d'aller plus loin en instaurant la gratuité de la cantine pour les plus modestes afin de « faire en sorte que tous les enfants mangent à leur faim avec une alimentation de qualité ».



Fabien Roussel.

Pac. Fabien Roussel se positionne pour une refonte complète de la politique agricole commune (Pac) qu'il souhaite rebaptiser « politique agricole et alimentaire commune (PAAC) » dans le but de définir des objectifs alimentaires ambitieux à l'échelle européenne. Son programme comprend également la mise en place d'une assurance publique agricole couvrant « les risques climatiques, sanitaires et environnementaux », mais aussi « un investissement massif dans l'enseignement public agricole ». Le candidat fixe l'objectif de voir le nombre d'exploitants agricoles remonter à 500 000 d'ici 2030.



Nathalie Arthaud.

Subventions. Dans son programme agricole, Nathalie Arthaud indique vouloir « mettre fin aux subventions des grands exploitants agricoles au détriment des petits paysans ». Elle s'en est expliquée le 14 janvier dernier sur la chaîne LCP : « Ce que je conteste, c'est que tout est organisé pour le profit de quelques-uns. Je suis pour la transparence, je ne trouve absolument pas normal qu'il y ait énormément de femmes et d'hommes qui n'arrivent pas à vivre de leur travail et qu'on voit, à l'autre pôle, des fortunes et des capitalistes privés prospérer ». La candidate de Lutte ouvrière estime que « les grandes multinationales agricoles mais aussi les grands transformateurs privés devraient être gérés de façon collective ».

mément de femmes et d'hommes qui n'arrivent pas à vivre de leur travail et qu'on voit, à l'autre pôle, des fortunes et des capitalistes privés prospérer ». La candidate de Lutte ouvrière estime que « les grandes multinationales agricoles mais aussi les grands transformateurs privés devraient être gérés de façon collective ».

ÉRIC ZEMMOUR (RECONQUÊTE)

Un « Patri-score, sur le modèle du Nutri-score »

Revenu. Sous la bannière « permettre aux agriculteurs de vivre de leur métier », Éric Zemmour propose de « mettre fin au regroupement de plusieurs enseignes de grandes surfaces au sein de centrales d'achat et d'interdire réellement la vente de produits au-dessous de leur coût de production » sans préciser la manière d'opérer. Il indique aussi vouloir « privilégier les circuits courts en augmentant la part de produits locaux dans la restauration collective publique ».



Éric Zemmour.

Concurrence. Le deuxième thème de son programme agricole est consacré à la « protection des agriculteurs contre la concurrence déloyale des productions étrangères ». En matière d'origine des produits alimentaires, il veut par exemple imposer un « Patri-score, sur le modèle du Nutri-score », où « sera indiquée l'origine du produit ». Concernant le commerce extérieur, il propose la mise en place de clauses miroirs, qu'il formule comme « l'interdiction d'importer tous produits agricoles non conformes à nos standards de qualité et de sécurité alimentaire », citant notamment l'exemple des OGM. Il dit encore vouloir mettre fin « à la surtransposition dans notre droit des normes européennes » et « à la participation de la France aux négociations actuelles et futures des traités de libre-échange ».

Innovation et renouvellement des générations. Le candidat du mouvement Reconquête propose de financer l'innovation en robotique agricole afin de réduire la dépendance à la main-d'œuvre étrangère et à l'utilisation des pesticides. Enfin, Éric Zemmour dit vouloir encourager les installations, notamment celles en bio. Pour favoriser le renouvellement des générations, il propose d'augmenter la dotation jeune agriculteur et de simplifier les procédures d'installation et d'achat de foncier. ■

ANNE HIDALGO (PARTI SOCIALISTE) - CHRISTIANE TAUBIRA (EX PARTI RADICAL DE GAUCHE)

« 30 % de la surface agricole française en bio »

Pesticides et environnement. La maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, accorde dans son programme une large place à la préservation de l'environnement. Elle souhaite ainsi, si elle est élue, « interdire les insecticides néonicotinoïdes dans les cent premiers jours de son mandat ». Une vision partagée par Christiane Taubira qui dénonce « cinq ans de perdus en matière de pesticides durant le mandat d'Emmanuel Macron » et plaide pour que « la France fasse cette révolution ». En matière d'écologie, Anne Hidalgo souhaite par ailleurs « inscrire dans la Constitution la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité, et défendre à l'international la création d'un tribunal pénal international de l'environnement ». Dans le domaine de l'énergie, la candidate vise par ailleurs « 100 % de renouvelable aussi rapidement que possible ».



Anne Hidalgo.

Bio. Pour Christiane Taubira, désignée vainqueur de la Primaire populaire, l'accent est mis sur le bio. Lors d'un déplacement sur une ferme bovine en Ariège, l'ancienne garde des Sceaux a estimé que l'agriculture biologique représente « une question de santé publique, de modèle alimentaire, et de justice sociale ». Elle a indiqué vouloir que les assurances récoltes soient « plus protectrices pour ceux qui font le choix du bio ». Également active sur ce sujet, Anne Hidalgo a proposé un plan qui « devra conduire à ce que 30 % de la surface agricole française soit en bio, et le reste engagé dans des processus agroécologiques ». La candidate socialiste souhaite aussi aller plus loin en matière de bien-être animal avec la proposition d'organiser des « Assises » sur le sujet.



Christiane Taubira.

Attractivité. Soutien renforcé dans la Pac et réciprociété des normes de production sont également au cœur du programme de Christiane Taubira. Même chose pour Anne Hidalgo qui englobe cette problématique dans une réflexion plus générale

autour de l'attractivité des métiers agricoles. Elle veut « permettre notre souveraineté alimentaire, le renouvellement des générations et assurer un revenu décent ». D'après elle, la « priorité absolue » en matière agricole reste « de mettre en place une politique d'installation des jeunes agriculteurs, de lutter contre l'accaparement des terres et l'artificialisation des sols. » ■

VALÉRIE PÉCRESSE (LES RÉPUBLICAINS)

Agriculture : « Il y a besoin d'un sursaut »

Pour l'agriculture, Valérie Pécresse annonce vouloir « une nouvelle ambition, un nouveau pacte de confiance entre les agriculteurs et les Français, l'État et l'Europe ».

Revenu. Sur le revenu, Valérie Pécresse propose de baisser les charges sociales et fiscales et d'augmenter de 50 % l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti, au lieu de 20 % aujourd'hui, avec une compensation pour les collectivités.



Valérie Pécresse.

Transmission et installation. Son projet est d'exonérer de toute charge patronale les contrats d'apprentissage dans les entreprises de moins de dix salariés, de pérenniser les allègements de charges pour les saisonniers et de verser un complément de retraite pour les cédants qui accompagnent l'installation des jeunes. Enfin, elle souhaite la suppression de la taxation des plus-values lors des cessions à un jeune, et mettre en place un dispositif de portage de foncier au niveau national.

Simplification. La candidate propose la revue systématique de tout le stock de la réglementation française d'ici la fin de l'année, et dit vouloir en finir avec les surtranspositions européennes. « C'est ce que j'ai appelé le comité de la hache. Je le ferai Code par Code, mais l'agriculture sera l'une des premières bénéficiaires du choc de simplification normative », affirme-t-elle.

Recherche et innovation. Pour Valérie Pécresse, « il faut mobiliser les NBT (nouvelles technologies de sélection variétale), notamment pour l'adaptation au changement climatique ». Un autre très grand défi qu'elle soulève : « le stockage de l'eau ». « Nous ne pouvons pas envisager d'avoir des pénuries d'eau. J'aurai des choix clairs. La gestion de l'eau doit être écologique, mais permettre à notre agriculture de lutter contre le stress hydrique », précise la candidate Les Républicains. Enfin, pour elle, « les agriculteurs doivent être rémunérés pour leurs services environnementaux, notamment le stockage du carbone ». ■